

PECRESSE DEMISSION !

« On ment aux usagers ! » Les conducteurs de bus Transdev interpellent Péresse en plein meeting.

Les conducteurs de bus Transdev ont fait entendre leur colère contre la présidente de la région Île de France en campagne pour les présidentielles 2022. Après deux mois de grève, une cinquantaine de travailleurs l'ont interpellée pendant son meeting de campagne à Dammarie-Les-Lys (77), pour dénoncer les conséquences de la casse du service public.

Jocelyne Clément, psychologue éducation nationale.

Samedi 6 novembre.



Après plus de 8 semaines d'une grève dure et très massivement suivie sur de nombreux dépôts, les machinistes de Transdev n'ont toujours pas été reçus par Mme Péresse, élue à la tête de la région Île de France, qui répond depuis le début du mouvement par le plus grand mépris et refuse toute confrontation. En effet, ce n'est pas la première fois que ces travailleurs et travailleuses en grève contre une dégradation vertigineuse de leurs conditions de travail et de salaire demandent audience à Valérie Péresse qui ignore systématiquement leur requête, comme lors de deux rassemblements des travailleurs et travailleuses du transport en septembre et en octobre au pied des bâtiments de la région Île de France, ou encore en septembre à Dammarie Lès Lys lors d'un rassemblement des conducteurs et conductrices de Transdev en grève devant les locaux régionaux où elle s'était rendue.

C'est pourquoi, prévenus de sa venue pour un meeting dans le cadre de sa campagne aux présidentielles avec la présence de nombreux maires seine et marnais, les travailleurs et travailleuses lui ont préparé une petite surprise : un bon groupe d'une cinquantaine de conducteurs s'est rassemblé d'abord sur la place devant la salle des fêtes de Dammarie Lès Lys où se tient le meeting. Très vite, trois banderoles se déploient et font face à l'entrée gardée par quelques forces de l'ordre municipales et nationales.

Les cris fusent sur la place : « Péresse ! Sors de là ! » « Elle a qu'à venir pour s'expliquer un peu avec nous ! » « C'est une honte la mise en concurrence ! » « Péresse démission ! » et autres quolibets témoins de la colère de ceux qui subissent ce mépris de classe intolérable dont Mme Péresse fait régulièrement preuve envers les travailleurs et travailleuses.



Une bombe fumigène verte, un moment de feux d'artifice, le décor est planté : c'est la colère qui est au rendez-vous pour ces hommes et femmes qui sortent de près de 2 mois de grève avec pour seules réponses la dégradation des conditions de travail toujours effective et le maintien des « temps indemnisés » (T.I.) aménagés (payés à 100% au lieu de 50%) que les conducteurs et conductrices de Transdev refusent depuis le début du mouvement mais que le patronat ne lâche pas, preuve d'un enjeu patronal considérable.

En lieu et place d'un dialogue dit « social » pour sortir du conflit, c'est une énorme surdité face aux revendications, aussi bien de la part des dirigeants d'Île de France Mobilité et de la région que du côté de Transdev, mais aussi de la part des grands médias et de la plupart des élus locaux ou nationaux. Ce que les grévistes ont vécu face à leur détermination exemplaire a été une réponse par la division avec des négociations dépôt par dépôt, et par le pourrissement en jouant la carte de l'épuisement des grévistes sur ces deux mois de grève, peu importe que les usagers et usagères restent sans transports en commun pendant tout ce temps. Le but des dirigeants est donc bien la casse des conditions de travail et des salaires au profit d'un patronat de plus en plus décomplexé.

C'est donc plein de rage et de détermination que les machinistes de Transdev sont arrivés sur place pour manifester leur colère mais aussi pour arracher une rencontre à la patronne de la région Île de France.

Présente le plus possible comme soutien des grévistes tout le long de ces 8 à 9 semaines de grève, j'étais moi aussi sur place, témoin allié au côté des salarié.e.s Transdev en colère en ce mardi 2 novembre de 20h à plus de 23h30.

Après plus d'une heure et demie d'occupation bruyante de la place pour faire savoir notre présence (cris, slogans, feux d'artifice, percussions sur les murs et portes autour de la salle) en Aller-Retours entre la porte d'entrée et l'arrière de la salle où se trouvaient les voitures officielles, il nous est proposé de nous rendre toutes et tous en mairie pour discuter, nous ne savons pas avec qui. Méfiants, les Transdev décident de se séparer en deux groupes : un groupe d'une vingtaine dont les délégués syndicaux comme Jamel pour Vulaines ou Wynessa et Ilyes pour Vaux Le Pénil se rend à la table de discussion, je décide de les accompagner, un groupe d'une trentaine de personnes reste pour monter la garde et continuer de mettre la pression autour de la salle dont sortent déjà les premiers convives.

Dans la salle du conseil de la mairie de Dammarie Lès Lys, nous sommes une vingtaine du camp des travailleurs à nous installer face à deux élus municipaux :

- Mme Valérie Lacroute, mairesse de Nemours
- M. James Chéron, maire de Montereau

Mme Péresse envoie donc deux des élus LR présents à son meeting de campagne présidentielle pour la représenter dans cette discussion avec des travailleurs en lutte qu'elle ne daignera pas rencontrer personnellement une fois de plus. Le maire de Dammarie Lès Lys, élu LR lui aussi, fera une apparition discrète en fin de réunion. Il va être impossible de filmer ou d'enregistrer quoique ce soit. Je vais prendre une huitaine de pages de notes pour rendre compte et garder trace de ce moment autour d'une table improvisée mais officielle.

Lors du premier quart d'heure, M. Chéron, suivi ensuite par Mme Lacroute, cherche à prendre la main avec condescendance ainsi qu'une légère teinte d'autoritarisme très identifiable.

En face, les travailleurs sont calmes, intenses, ils et elles ont des choses à dire. Les délégués syndicaux habitués à ces échanges officiels imposent une vraie écoute de leurs conditions de travail et de leurs revendications présentes et à venir aux élus. Les machinistes vont aussi exprimer leur ressenti et détermination dans la bataille qu'ils et elles mènent.



Alors que les deux élus essaient de diviser les conducteurs par dépôts et de les noyer sous des détails techniques, les délégués affirment la présence autour de cette table de tous les dépôts Transdev qui ont été en grève, dans l'unité et démontent un par un ces arguments soit disant techniques par les réalités humaines qu'elles engendrent : « pour la grande majorité des salariés, l'accord socle c'est une catastrophe avec perte de salaire et destruction de nos vies sociales, familiales et professionnelles. »

Jamel, délégué syndical pour Sud, rappelle que le dépôt de Vulaines s'est mis en grève avant même d'être frappé par la mise en concurrence prévue pour mai 2022 : « On n'est pas prêts à se faire manger comme c'est déjà le cas dans les autres dépôts. Pour l'instant les dépôts ont signé les accords locaux, c'est juste une suspension de grève ce n'est pas un accord. On se donne la possibilité de repartir en grève car Transdev pratique le pourrissement en ne cédant sur rien. »

Il est alors signifié que « ce sont les offres les moins chères qui sont choisies avec des économies sur les salariés mais aussi sur les usagers ! ».

Le maire de Montereau reparle alors du « dialogue social » et déplore qu'il soit « rompu ». Il parle de médiation comme indispensable ce qui fait sourire les délégués syndicaux et leurs camarades présents : « Le médiateur qui nous a été présenté s'était engagé à nous revoir deux semaines après cette présentation, puis nous a laissé sans nouvelles, on l'a jamais revu ! Pendant ce temps-là les salariés sont dans le sacrifice de leur salaire ». Cette autre camarade raconte comment Transdev n'a pas avancé une seule proposition, mettant le médiateur en échec : « J'ai rien à vous proposer. ».

Rappel est fait que « les négociations se sont faites dépôt par dépôt avec des miettes par-ci des miettes par-là. Dans quelques mois on est reparti, c'est sûr ! » .

Pendant que le maire de Montereau et la mairesse de Nemours insistent sur un dialogue social idéal à reprendre, les conducteurs rappellent que la demande qu'ils font c'est qu'Île de France Mobilité accorde le retour d'un socle social juste avec une enveloppe sociale augmentée et non pensée au rabais comme ça a été le cas tout le long des négociations.

Jamel va rappeler également aux mémoires semble-t'il un peu oubliées des deux élus que les conducteurs et conductrices ont été « personnels essentiels » pendant les confinements successifs, le premier tout particulièrement où 100% du service a été effectué. Transdev n'a

versé aucune des primes Covid promises par le gouvernement et aucun salaire n'a été augmenté.

A la question sincère et désabusée des chauffeurs de bus : « En quoi vous pouvez nous aider ? » la mairesse de Nemours, qui a indiqué dès le début de cette rencontre improvisée qu'elle vient du monde du transport, répondra en miroir : « Et vous ? En quoi vous pouvez nous aider ? », ce qui est venu faire violence à ces travailleurs qui sortent de 2 mois de grève avec une énorme amertume en travers de la gorge.

C'est à ce moment-là que les témoignages ont fusé dans la salle : ils racontent la perte de la qualité de service du fait des temps inhumain de mise en circulation des bus et du maintien du Temps Indemnisé, qui contribue à la diminution des salaires : « aujourd'hui on fait conduire un chauffeur jusqu'à 46h par semaine, les heures en plus du temps normal (35h à 38h en fonction des dépôts) ne seront plus jamais comptées en heures supplémentaires mais deviennent du temps indemnisé (T.I.). »

Tout est décidé sans consulter celles et ceux qui connaissent le travail en dégradant non seulement les salaires et les conditions de salaires, mais aussi les conditions de transport des usagers.

« On ment aux usagers » confirme Wynnessa qui énumère les règles des points de l'accord de sortie de grève pour le dépôt de Vaux Le Pénil, règles impossibles à tenir car les machinistes de Vaux Le Pénil ne seront pas payés en temps de travail effectif (T.E.) s'ils arrivent en avance pour permettre aux gens, en particulier celles et ceux à mobilité réduite, de monter tranquillement dans le bus pour s'installer. Les chauffeurs de bus devront désormais arriver pile à l'heure indiquée aux arrêts et en repartir aussitôt pour ne pas prendre de retard. Ils savent que le fait d'appliquer à la lettre ces nouveaux accords va très vite entraîner de gros problèmes de fonctionnement sur les réseaux des bus.

Cette mise en concurrence entre patrons repreneurs au rabais de cette entreprise à mission de service public est l'occasion pour le patronat d'imposer aux travailleurs et travailleuses une vraie désappropriation de leurs connaissances du métier, de leurs outils et territoires de travail pour mieux les asservir, l'objectif étant de faire du profit sur le dos des conducteurs, mais aussi sur le dos des usagers des bus, urbains comme interurbains !

Actuellement pour les chauffeurs de bus, il y a perte de salaire (environ 200€ en moyenne en moins par mois), il n'y a plus de prime, plus d'heures supplémentaires payées, plus de temps pour la vie de famille. Wynnessa explique que les intérimaires fuient le métier du fait d'une perte sèche de 500€ à 600€ par mois et qu'« il y a eu près de 300 arrêts maladie en juin et pas loin de 400 arrêts maladie en août du fait de l'épuisement au travail ».

Wynnessa met au jour également le fait que les conducteurs et les conductrices des bus tout neufs qui roulent au gaz ne reçoivent aucune formation à l'utilisation des pistolets à gaz pour faire le plein de leurs bus. Les conditions d'apprentissage de ces manipulations du gaz et des consignes de sécurité sont extrêmes et ultra précaires, à 4h du matin à la lumière de son portable par exemple. Le maire de Montereau reconnaît que ce ne sont pas des conditions acceptables de travail et qu'il y a moyen de faire pression sur Transdev qui reçoit de belles

sommes d'argent pour la formation des chauffeurs par les territoires (la région, le département, les communautés de communes).

Les camarades vont aussi exposer des conditions de travail déjà dégradées avant la mise en concurrence avec une perte de motivation et d'intérêt pour le métier de plus en plus importante. C'est ainsi que la question de la dignité la plus élémentaire est posée sur la table avec des conducteurs et conductrices interdits de pouvoir aller uriner, soit parce qu'il n'y a pas de toilettes prévues pour eux et elles, soit parce que les toilettes sont trop loin des bus et que le conducteur ou la conductrice n'a pas le droit de perdre du temps à traverser le dépôt pour s'y rendre. Les anecdotes fusent, il s'agit de droits humains fondamentaux au travail : « une femme s'est fait sanctionner pour être aller aux WC sur son temps de travail », « les hommes vont pisser contre les murs ou les arbres comme des animaux », « les femmes pissent même dans des seaux ! ».

Les deux élus municipaux se disent sensibles à ces conditions de travail déplorables mais tentent de renvoyer les conducteurs vers la direction de Transdev, se défaussant de leurs responsabilités face à ces choix qui entraînent des conséquences aussi graves globalement.

Les hommes et femmes autour de la table vont toutes et tous avoir un mouvement d'énervement ou de tension interne forte à ce moment-là : « Comment voulez-vous qu'on s'en sorte avec un discours comme celui-là ? Depuis le début, les uns nous renvoient aux autres qui nous renvoient aux uns ! IDFm ou la Région nous renvoie sur Transdev qui nous renvoie sur IDFm ou la région ! »

Jamel rappelle alors aux deux élus municipaux LR que les conducteurs travaillent pour les habitants de leurs villes. L'absence d'implication des élus municipaux par rapport aux conditions imposées par les tractations entre Transdev et la région et IDFm a été très remarquée par les travailleurs et travailleuses. « Les grévistes comptent sur Mme Péresse pour qu'elle éclaire les choses par rapport à ce qui est imposé ! » affirme Jamel. « Si dans deux mois aucune avancée n'est constatée, les conducteurs et conductrices de bus Transdev repartiront en grève. Ces Temps Indemnisés qui brisent les salaires ne sont pas entendables, ces conditions de travail dégradées ne sont pas entendables. Nous n'hésiterons pas une seconde à remettre les usagers et usagères sur le trottoir à nouveau, nous n'aurons pas d'autre choix que de remettre ça. »

Le maire de Montereau se dit issu du territoire qu'il doit défendre et qu'il n'y a aucun intérêt à ce que la qualité de service se dégrade pour ses administrés. Il insistera sur le fait que beaucoup du sujet de la discussion de ce soir est « du ressort du non-dialogue avec la direction ». L'expression : « prendre en otage les usagers » est prononcée, ce à quoi les délégués syndicaux répondent calmement que : « nous ne prenons personne en otage, nous sommes nous aussi des usagers et sommes pris dans ce blocage avec nos familles et nos enfants qui se retrouvent privés eux aussi des bus. »

Il rappelle aussi que les salariés en grève ont été disponibles jours et nuits pendant 2 mois et que personne n'est venu les rencontrer. « Les premiers demandeurs d'interlocuteurs à leur écoute, ce sont les conducteurs ! »

Pour finir, les conducteurs vont insister sur le fait que les usagers qui vont être de plus en plus mal transportés : « se battre pour des conditions de travail dignes c'est aussi se battre pour des conditions de transport dignes pour les administrés ! » rappelant que la rentabilité déshumanise les services publics. Les travailleurs sont capables de se mettre autour d'une table pour parler de leur travail, de comment l'améliorer pour tout le monde, mais aussi pour l'environnement et son respect.

A la sortie de cette rencontre, les conducteurs et conductrices ne sont pas dupes et ont pu dire leur absence de confiance envers les élus comme les dirigeants, de la région comme de Transdev. Rien ne laisse présager de retombées « positives » pour les conducteurs en colère suite à cette rencontre. Le maire de Montereau se félicitera le lendemain sur sa page facebook d'avoir « longuement échangé avec des salariés de l'entreprise Transdev en grève depuis plusieurs semaines » ... « qui leur ont fait part de la dégradation de leurs conditions de travail et de rémunération, et des difficiles relations sociales avec leur direction ». Il continue à définir le problème comme une « négociation interne à l'entreprise » et la nécessité que la Région Île de France « reprenne sa place de négociatrice accompagnatrice du dialogue social », exonérant IDFM de toutes les décisions dans la mise en concurrence.

Ce qui est à noter et à conserver pour les mois à venir, c'est que les chauffeurs de bus ont pu rentrer chez eux avec la tête haute du fait d'avoir pu exprimer aussi largement et précisément les raisons de leur colère. Ils ont su montrer aux dirigeants de tout poil qu'ils peuvent se coordonner pour mettre la pression sur les « décideurs » à leur tour. Ils ont aussi indiqué avec force qu'ils allaient rester présents à leur manière dans cette campagne présidentielle : « Nous avons l'intention de nous montrer à tous les meetings de Mme Péresse jusqu'à ce qu'elle daigne nous écouter ! » ainsi que sur le terrain de la lutte et du rapport de force avec le patronat indispensable pour que les conditions de travail et de transport restent de qualité et humaines, quitte à l'imposer à nouveau par la grève et dans la coordination de tous les dépôts et l'ensemble des travailleurs du secteur.